# La pauvreté en Suisse durant l'entre-deux-guerres

Autor(en): **Guex, Sébastien**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **4 (1987)**

PDF erstellt am: **19.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520215

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

**Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

**http://www.e-periodica.ch**

# LA PAUVRETE EN SUISSE DURANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

par Sébastien Guex

Dans l'optimisme créé par le boom économique de l'après Deuxième Guerre mondiale, le discours dominant a affirmé que le phénomène de la pauvreté dans les pays "développés" appartenait à un passé désormais révolu. Aujourd'hui, il faut déchanter. La misère prend une dimension massive, y compris dans cet "îlot de prospérité" que constitue la Suisse. Dans ce cadre, il n'est pas inutile de présenter un rapide survol de la pauvreté en Suisse durant l'entre-deux-guerres, une période où cette dernière n'était pas considérée comme "nouvelle" mais faisait partie du paysage quotidien; à tel point qu'un auteur pouvait écrire en 1939 à propos de la Suisse que "la pauvreté semble être à l'être humain ce qu'est la maladie à l'individu" 1).

Toutefois, un avertissement s'impose d'emblée : il est difficile de donner une image, même imprécise, de l'ampleur de la pauvreté à cette époque. En effet, la maigreur des statistiques sociales et des études d'histoire sociale dont on dispose aujourd'hui sur cette période rend pratiquement impossible la définition quantitative de concepts tels que "seuil de pauvreté" ou "minimum vital" qui, tout approximatifs et criticables qu'ils soient, permettraient de mieux tracer les frontières de la pauvreté et de la misère. En d'autres termes, l'histoire des pauvres est extrêmement lacunaire. Aussi le lecteur devra-t-il considérer les données qui figurent dans cet article avec beaucoup de précautions et les considérer davantage comme des ordres de grandeur que comme un reflet exact de la réalité.

## L'ampleur de la pauvreté

Pour commencer, deux chiffres peuvent nous donner une première idée de l'importance de la pauvreté à cette époque : en 1910, le nombre de personnes soutenues par l'assistance publique et privée se monte à environ 105'000 (soit 2,8 % de la population totale) 2). En juin 1918, quelques mois avant la fin de la 1ère guerre

mondiale, ce nombre s'était élevé à 700'000 personnes environ (soit 18 % de la population totale) ! 3). Ces deux chiffres attestent qu'il existe à ce moment-là une frange considérable de la population qui vit dans une pauvreté se situant à la limite du dénuement.

Qui appartient à cette catégorie de la population ? Ce sont avant tout les couches inférieures des salariés, soit en premier lieu les ouvriers non qualifiés. On peut dire grossièrement que le salaire nominal d'un ouvrier non qualifié en fabrique oscille entre 8 et 10 francs par jour durant tout l'entre-deux-guerres 4). Mais attention ! Une partie importante (environ 20 %) de la main-d'oeuvre industrielle ne travaille pas en fabrique à cette époque, mais dans de petits ateliers ou à domicile. On peut tenir pour certain que les salaires de ces travailleurs étaient encore nettement plus faibles que ceux payés en fabrique. Les chiffres dont on dispose à cet égard sont très imprécis mais le fait qu'on oblige encore souvent les enfants à travailler dans les régions où le travail à domicile conservait une importance témoigne de la misère qui devait y régner.

Par ailleurs, il faut signaler que le salaire de 8 à 10 francs par jour est celui d'un ouvrier. Or, les salaires des ouvrières sont en moyenne de 30 à 40 % inférieurs à ceux des hommes, aussi bien chez les ouvriers que chez les employés 5). De nombreuses employées subalternes (employées de bureau, vendeuses, etc.), ne sont donc pas mieux loties que les ouvriers non qualifiés, sans parler des professions traditionnellement très mal payées, comme les domestiques par exemple. La situation précaire de larges couches de salariées prend tout son relief lorsque l'on sait qu'une grande partie de celles-ci ne travaillaient pas uniquement pour fournir un salaire d'appoint à celui de leur mari et, selon l'expression consacrée, "mettre du beurre dans les épinards". Ainsi, en 1937, les 2/3 des 130'000 ouvrières de fabrique n'étaient pas mariées, et parmi les 34'000 vendeuses qui travaillent en 1930, la proportion de célibataires se monte aux 4/5èmes 6).

Essayons maintenant d'illustrer rapidement ce que représente un salaire de 10 francs par jour à l'époque. Admettons qu'avec cette somme, un ouvrier achète 2 kg de

pain, 2 litres de lait, 1 kg de pommes de terre, 6 oeufs, 500 gr de viande de porc et 100 gr de beurre; voyons ce qui lui reste alors dans le portemonnaie pour subvenir à ses autres besoins et à ceux de sa famille, compte tenu de l'évolution des prix durant l'entre-deux-guerres 7) :

| | | | |
|---|---|---|---|
| en 1924 : | 3,60 frs. | soit environ | 100 frs/mois |
| en 1929 : | 4,30 frs. | " " | 120 frs/mois |
| en 1934 : | 5,80 frs. | " " | 160 frs/mois |
| en 1939 : | 5,20 frs. | " " | 150 frs/mois |

La modestie de ces sommes ressort encore davantage lorsqu'on les compare aux loyers de l'époque : ainsi, en 1930, un 2 pièces (sans les charges) coûte en moyenne 75 frs/mois à Zürich, 60 frs à Lausanne et 59 frs à Bâle; quant aux 3 pièces, ils coûtent respectivement 112 frs, 89frs et 88 frs ! 8)

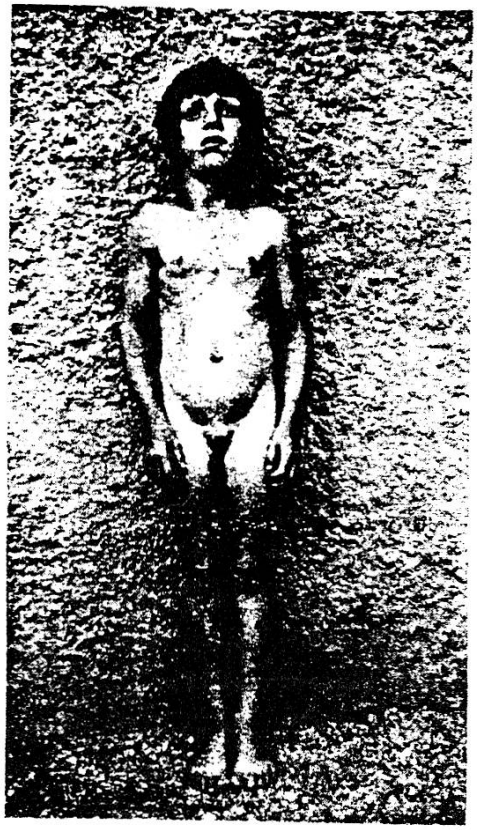
Les quelques chiffres cités ci-dessus suffisent à montrer qu'une partie considérable 9) de la population dispose d'un revenu si faible qu'il ne permet qu'une subsistance au jour le jour. Cela est d'autant plus vrai que le système d'assurances sociales reste rachitique durant tout l'entre-deux-guerres. Pour ne prendre qu'un exemple, signalons que l'assurance la plus "avancée" du moment, l'assurance-maladie, ne compte, en 1930 que 1,64 million de membres, soit à peine 40 % de la population. Dans ces conditions, le moindre "coup dur" - accident, maladie, chômage... vieillesse - peut avoir, pour un pauvre, des conséquences catastrophiques. A cet égard, il faut rappeler que les ravages causés par la grippe en 1918 (21'000 morts contre 1'000 en moyenne dans les années "normales") ne sont certainement pas étrangers à la profonde misère qui touchait de larges secteurs de la population à l'époque.

Comment la situation des pauvres évolue-t-elle pendant l'entre-deux-guerres ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de regarder rapidement l'évolution de 3 variables, à savoir le pouvoir d'achat des salariés, ensuite le niveau de l'emploi et enfin la "politique sociale" de l'Etat durant cette période.

D. Gladys

Fillette de huit ans, très maigre, d'un teint terreux, à membres fluets; thorax avec chapelet rachitique, s'évase en bas; les côtes sont visibles sous la peau, l'abdomen gros, fait saillie. L'haleine est désagréable.

La famille se compose des parents et de deux enfants. Le père, ouvrier à la Verrerie de Saint-Prex, est venu au début de 1934 travailler comme manoeuvre à Lausanne. Depuis novembre 1934, il chôme sans avoir droit aux secours de la commune de Lausanne, ni être assuré contre le chômage. Il a récemment trouvé du travail dans un cinéma, mais il ne gagne que 150 fr. par mois. Jusqu'alors, il avait vécu de charité et de l'aide de diverses bonnes oeuvres.



Nourriture :

Le matin, pain avec café au lait. A midi, soupe, viande une fois par semaine, légumes. Soir, café au lait avec restes de midi.

Observations :

Gladys est non seulement mal alimentée, mais sous-alimentée. Ses parents en donnent aussi l'impression. Le déficit de l'apport alimentaire, à la fois considérable qualitativement et quantitativement, a aussi de graves répercussions sur l'état de nutrition.

Source : Henri JEANNERET,
*L'influence du chômage sur la santé des familles de chômeurs et spécialement sur celle de leurs enfants.*
Thèse de doctorat en médecine, Lausanne, 1936, pp. 57-58.

## Les années 1919-1930

Lors de la 1ère Guerre mondiale, le patronat utilise un rapport de force qui lui est favorable (politique d'union sacrée du mouvement ouvrier, mobilisation des hommes) pour réaliser de juteuses affaires tout en finançant de manière inflationniste les énormes dépenses entraînées par la dite "défense nationale", c'est-à-dire en les reportant en grande partie "sur le dos" des salariés. Ces derniers subissent une paupérisation massive (baisse des salaires réels de 20 à 30 %). A cela s'ajoute le fait que les soldats, qui ont fait en moyenne 500 jours de service, ne touchent pas d'indemnité pour perte de salaire, que la solde journalière suffit juste pour acheter 3 bières et un paquet de cigarettes et, enfin, qu'il n'existe pas d'assistance obligatoire aux familles délaissées. Ces différents facteurs aboutissent au résultat déjà mentionné plus haut : près d'un Suisse sur cinq est obligé de recourir aux secours de l'assistance à la fin de la guerre.

La grave dégradation des conditions de vie des salariés provoque un puissant renforcement (USS triple le nombre de ses membres entre 1914 et 1918) et une radicalisation du mouvement ouvrier qui culmine dans la grève générale de novembre 1918. Effrayé par cette démonstration de force et désirant apaiser quelque peu les tensions sociales, le patronat accorde alors les augmentations de salaire qu'il a obstinément refusées pendant la guerre; ainsi, le salaire réel des ouvriers connaît une progression spectaculaire de 15 % par an entre 1918 et 1922 ! Logiquement, le nombre des assistés régresse radicalement, retombant en 1920 à 141'000 environ (soit 3,6 % de la population totale).

Toutefois, la phase très favorable aux salariés est de courte durée; dès 1921, la Suisse, comme presque tous les pays capitalistes développés, est frappée de plein fouet par une crise économique. Le nombre des chômeurs s'élève très rapidement pour atteindre un sommet de 130'000 (soit 9 % de l'ensemble des salariés) durant l'hiver 1921-1922, puis il diminue presque aussi rapidement. Il convient de souligner deux aspects à propos de cette crise brève mais intense : d'une part, elle

permet au patronat de transformer à son avantage le rapport de force global avec les salariés. Sur le plan du pouvoir d'achat de ces derniers, cela se traduit d'abord par une baisse de 4 % entre 1922 et 1923; ensuite, dans la période de haute conjoncture qui va de 1924 à 1930, le patronat ne concède que des augmentations très faibles, soit en moyenne 1,7 % par an (alors que les revenus du capital progressent de 6 % par année) 10).

D'autre part, il faut noter que les leçons de la grève générale ont été retenues; en effet, afin d'atténuer quelque peu les effets de la crise, le Conseil fédéral prend un certain nombre de mesures sociales : soutien aux chômeurs, création d'occasions de travail, construction de logements, contrôle (relatif) de certains prix. Il ne s'agit pas de développer un véritable système de sécurité sociale, loin de là, mais seulement d'éviter que la situation des salariés ne se dégrade au point qu'un nouveau 1918 se profile à l'horizon. Aussi ces mesures se caractérisent-elles par leur timidité et sont-elles démantelées sitôt que la situation économique générale présente les premiers signes d'une amélioration. Dans ce cadre et malgré les années de haute conjoncture, il n'est donc pas surprenant que le nombre des "assistés" ne diminue pas : en 1930, il se monte à 166'000 (soit 4 % de la population totale).

## Les années 1930-1939

En Suisse, la "grande crise" ne se fait pleinement sentir qu'à partir de 1931. Le nombre des chômeurs se maintient à un niveau relativement élevé depuis 1932 (54'000 en moyenne) jusqu'en 1939 (40'000), atteignant son maximum en hiver 1935-1936 (124'000, soit 8 % de l'ensemble des salariés). Il convient cependant de noter que ces chiffres sont nettement sous-estimés dans la mesure où ils ne prennent pas en compte, par exemple, les femmes licenciées qui retournent au foyer ou les chômeurs de longue durée.

L'évolution du pouvoir d'achat des ouvriers connaît durant cette période deux phases distinctes : dans un premier temps, il continue de croître, et de manière relativement forte, jusqu'en 1933 (de 4,6 % par an en

moyenne). Cela est dû au fait que si les salaires nominaux se mettent à baisser dès le début de la crise, cette baisse est moins forte que celle des prix, notamment des prix agricoles. Ces derniers subissent en effet au début des années 30 un recul tel que des milliers de petits paysans (moins de 5 hectares) sont précipités dans la misère la plus noire. Dans un deuxième temps, à partir de 1934, le pouvoir d'achat ouvrier connaît une baisse assez régulière jusqu'en 1939, mais dans des proportions relativement restreintes (1,1 % par an).

De cette résistance du salaire réel à la baisse, il serait erroné de conclure hâtivement que l'ensemble des salariés vivent mieux car il faut tenir compte du chômage et de la réduction des horaires de travail. Ce qui se produit, c'est une différenciation plus forte entre ceux qui gardent un travail à plein temps et ceux qui chôment, totalement ou partiellement. Ceci d'autant plus que, comme pendant la crise de 1921-1922, la bourgeoisie ne prend des mesures sociales qu'au compte-gouttes, mesures destinées avant tout à prévenir la répétition des événements de 1918. Ainsi, pour ne prendre que l'exemple de l'assurance-chômage, celle-ci n'étant pas obligatoire et les cotisations assez élevées, seul un salarié sur trois est assuré en 1936. En outre, le chômeur n'a droit, de manière générale, à une indemnité que durant 90 jours au maximum. Enfin, l'indemnité est elle-même extrêmement faible; les prescriptions légales fixent qu'elle ne doit pas dépasser 50 % de l'ancien salaire pour un célibataire, et 60 % pour quelqu'un qui doit subvenir aux besoins d'une famille. En fait, l'indemnité moyenne versée par les caisses durant toutes les années de crise s'élève à 5 francs par jour 11). Rappelons qu'en 1936, cette somme permet d'acheter 2 kg de pain, 2 litres de lait, 2 kg de haricots, 100 gr de beurre, 6 oeufs et 500 gr de lard fumé ! Dans ces conditions, il est possible d'affirmer sans trop de risques de se tromper que les années 30 n'ont en tout cas pas marqué un recul global significatif de la pauvreté. Le fait que le nombre des "assistés" augmente notablement pour atteindre le chiffre de 237' 000 en 1936 (soit 5,7 % de la population totale) va dans le même sens.

En conclusion de ce bref survol, on peut donc dire qu'il existe pendant tout l'entre-deux-guerres une couche importante de pauvres que les soubresauts du système capitaliste (crise, inflation) ou les malheurs "individuels" menacent de jeter rapidement dans le camp des miséreux. Il est toutefois important de noter que la situation générale de ces pauvres tend à s'améliorer lentement durant cette période, en particulier grâce au renforcement du mouvement ouvrier. Mais un chiffre relativise l'ampleur de ce progrès : entre 1924 et 1939, alors que les revenus du Travail croissent de 0,3 % par an, ceux du Capital progressent à un rythme de 1,7 % par année 12). Tandis que les pauvres deviennent donc un peu moins pauvres, les riches deviennent franchement plus riches...

Notes

1. M. Kiener, article "Armenfürsorge" in *Handbuch der schweiz. Volkswirtschaft*, Bern, 1939, T.I, p. 465
2. Les chiffres relatifs au nombre de personnes touchant une aide de l'assistance publique ou privée sont tirés du *Handbuch der schweiz. Volkswirtschaft*, op. cit., T.I, p. 468
3. Chiffre tiré de H.U. Jost, chapitre "Menace et repliement 1914-1945" in *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, 1983, T.III, p. 125
4. Cf. le *Manuel statistique du marché financier suisse* Zürich, 1944, p. 234
5. A ce propos, cf. M. König, H. Siegrist, R. Vetterli, *Warten und Aufrücken. Die Angestellten in der Schweiz 1870-1950*, Zürich, 1985, pp. 598 et 602 ainsi que le *Bulletin de statistique suisse sur les salaires payés en 1918 aux ouvriers victimes d'accidents*, Berne, Cahier 6, 1920, p. 6
6. Cf. la *Statistique suisse des fabriques du 16 sept. 1937*, Berne, 1940, p. 45 ainsi que M. König et al., Op. cit., pp. 241 et 589

7. Calculé à partir de l' *Annuaire statistique de la Suisse*, Bâle, 1939, pp. 283-284

8. Calculé à partir de *l'Annuaire statistique de la Suisse*, Bâle, 1934, pp. 446-447

9. Il est très difficile de donner une estimation quantitative précise de cette couche de pauvres; essayons toutefois une approximation grossière pour l'année 1930 : à cette date, il y a en Suisse 720'000 ouvriers et 270'000 ouvrières soit au total un million environ. Admettons (cf. à ce propos les indications fournies par le *Bulletin de statistique suisse...*, Op. cit., pp. 10 à 19) que 25 % de ces ouvriers/ères soient non qualifié/es. Cela donne :

   250'000 non qualifié/es auxquels il faut ajouter
   140'000 domestiques
   100'000 employées subalternes, soit un total de
   490'000 travailleurs/euses, c'est-à-dire le 25 % environ de la population active (ou encore 12 % de la population totale).
   A ce chiffre, il faudrait ajouter les 200'000 personnes âgées de plus de 65 ans qui, anciens ouvriers ou employés, ne disposent que de ressources très modestes vu l'absence d'une assurance-vieillesse digne de ce nom, soit au total environ 17 % de la population résidente de la Suisse.
   Pour approcher de manière plus précise l'ampleur de la pauvreté, il faudrait bien sûr prendre en compte plusieurs facteurs supplémentaires, comme l'état-civil, le nombre de personnes à charge, etc. Enfin, il faudrait ajouter quelques milliers de petits paysans, voire de petits artisans. Mais, en dehors de l'obstacle constitué par l'état lacunaire des statistiques en Suisse, cela dépasserait trop l'objectif limité de cet article. (Tous les calculs sont faits ici à partir de l'*Annuaire statistique...*, Op. cit. 1934, pp. 9 à 42.)

10. Chiffres tirés de J. Beuchat, *Conjoncture et structures industrielles de la Suisse dans l'entre-deux-guerres*, Mémoire de licence, Université de Genève, 1980, pp. 65 et 81

11. Cf. le *Handbuch der schweiz...*,, Op. cit., T.I, pp. 69-73 et l'*Annuaire statistique...*, , Op. cit., 1939 p. 298

12. Cf. J. Beuchat, Op. cit., p. 81

---




**1919, A. H. Pellegrini**
**Nationalratswahlen Basel**
**Lithografie, schwarz, 90,5×128 cm**
**Wolf, Basel**

Source : Bruno MARGADANT,
*"Für das Volk-Gegen das Kapital". Plakate der schweizerischen Arbeiter bewegung von 1919 bis 1973.*
Verlagsgenossenschaft, Zürich 1973